



**A propos  
d'ATI**

**Une Introduction**



# Une vue d'ensemble

1. L'importance de l'assurance et des garanties
2. Nous concernant
3. RLSF



An aerial photograph showing a dense green forest in the foreground, likely Central Park in New York City, with a dense urban skyline of skyscrapers in the background under a clear blue sky.

# La pertinence de l'assurance et des garanties

# L'importance de l'assurance et des garanties

 Au cours de la durée de vie d'un projet d'un PIE, le cout de financement (dividendes et intérêts), est considérablement plus élevées que le cout le du centrale électrique.

 Le rendement qui sera réclamé par les investisseurs, ainsi que le taux d'intérêt qui sera fixé par la banque dépendra principalement de la façon dont le risque de Credit sur l'acheteur sera évalué, le risque politique (risque de guerre, de l'expropriation, l'inconvertibilité de monnaie, modification unilatérale de l'AAE ou modifications d'autres accords, etc.)

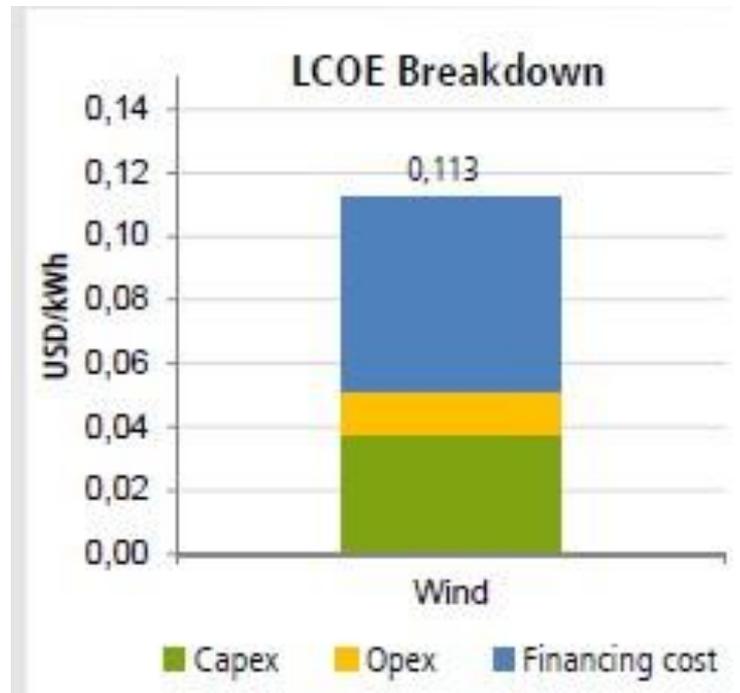
 Le prix qui sera facturé à l'acheteur de l'électricité sera fixé en fonction de ses couts de financement.



Les produits d'assurance et des garanties peuvent atténuer ce risque.

# Typical Cost Structure of an IPP

## Leveraged Cost of Energy

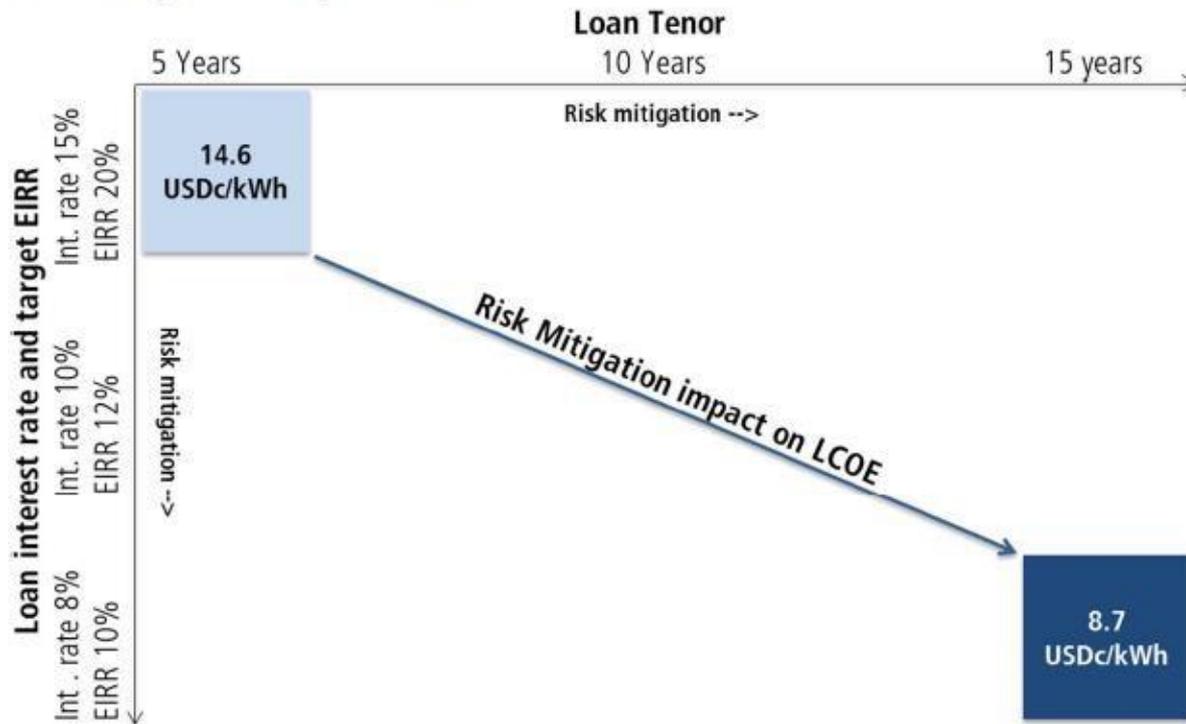


# La structure typique de cout d'un PIE-L 'optimisation des couts de l'énergie



# LCOE heavily driven by financing terms, i.e. perceived risk

## Risk mitigation impact on LCOE



- What is the probability that it will go wrong?

# Risque perçu vs risque réel

- Comment peut-on évaluer le risque d'un PIE de ne pas atteindre les revenus pris en compte dans son modèle financier ?
  - Qu'est-ce qui peut mal tourner ? Quelle est la probabilité que cela arrive ?
- Certains risques peuvent être évalués d'une manière fiable : Risques technologiques, Risques de performance de l'entrepreneur, La disponibilité des ressources (le Vent, le soleil)

En revanche, d'autres risques sont plus difficiles à prévoir. Risques liés au défaut de paiement, du changement de législation, La disponibilité de monnaie, mais l'historique est souvent nécessaire pour définir la perception du risque.
- En raison des échéances plus longues des PIE le problème semble être plus important.
- Certains risques peuvent être atténués par les accords contractuels (accord de résiliation, la loi applicable, la garantie des ministres des finances, etc).
- Même si les changements d'ordre structurels ont été instaurés, et qu'il y a une amélioration du risque réel, il faudra du temps pour que le risque perçu diminue.

# Message fort



Si l'état prend toutes les mesures afin de réduire les types de risques pris par les PIE, le risque perçu va diminuer au fil du temps, les taux d'intérêt vont baisser, et le besoin d'une assurance va disparaître et ainsi une baisse de tarif.



Des mesures clés:

- Reconstituer les services publics
- Améliorer l'efficacité du service public (pertes de transmission, vol d'électricité, gestion du crédit)
- Les tarifs correspondants aux coûts
- Créer un environnement juridique et réglementaire favorable

Les assurances et les garanties sont une solution provisoire pour attirer les investissements à un coût raisonnable avant que la confiance à l'égard des gouvernements et des services publics soit restauré.



# La valeur ajoutée des assurances

 Les taux d'intérêts facturés par les banques ont deux éléments en général :

1. Le cout des fonds; En général il s'agit du LIBOR pour les banques internationales.
2. La « prime du risque » qui reflète la qualité du risque

 La qualité du risque définit également le montant du capital que la banque peut allouer à un projet donnée.

Si la banque peut remplacer l'évaluation du risque acheteur par une évaluation du risque assureur. ATI détient une notation A de S&P, ce qui peut considérablement réduire le montant du capital à allouer et le taux d'intérêt à solliciter.

# Autres assurances et garanties disponibles

## Available support instruments and trends

Risk mitigation/ de-risking (non-exhaustive list)

PROGRAMME	IMPLEMENTING AGENCY/ DONOR	GEOGRAPHIC AREA AND FOCUS
Geothermal Risk Mitigation Facility	Implementing agency: AU Commission, KfW; Donors: BMZ, EU ITF	East Africa
GET FIT	Implementing agency: ERA, GoU, KfW; Donors: Norway, Germany, UK, EU, WB	Uganda (expansion to other countries ongoing)
World Bank Guarantee Program	Implementing agency: World Bank	various
African Development Fund Partial Risk Guarantee (ADF PRG)	Implementing agency: AfDB	Kenya, Nigeria
MIGA	Implementing agency: MIGA (WB)	global
ATI	Shareholders: member countries, AfDB, selected ECAs	Member countries

D'autres organismes de crédit à l'exportation telle que CIPO, Sinosure, BAD, Guarant Co, un assureur privé deviendront progressivement disponibles selon l'amélioration du risque.



# À propos de ATI



# Quelques faits concernant ATI

- 🌿 Nom Complet: 'Agence pour l'assurance du Commerce
- 🌿 Une initiative de la banque mondiale et
- 🌿 Mission: attirer des investissements et faciliter les échanges avec les états membres en supprimant le risque politique et le risque de crédit.
- 🌿 Le statut de créancier privilégié
- 🌿 Ses Actionnaires comprennent la BAD, SACE, UK Export finance (Le financement à l'exportation Britannique) TDB, (anciennement appelé la banque de la ZEP) Africa Re, et 14 pays Africains.
- 🌿 Capital: 230 Million de dollars

 29 Million de dollars de revenu en 2016, et une exposition brute > à 2 Milliard de dollars (dont 60% est réassuré)

 Une notation « A » de S&P détenu pendant années consécutives

 Rentable pendant 5 années consécutives, avec une rentabilité de souscription pendant les 3 dernières années.

# Le produits de ATI et ses états membres

## Les produits

- 🌿 L'assurance-crédit (polices d'assurance de crédit à la l'exportation à court terme couvrant l'ensemble du chiffre d'affaires, débiteur unique, opération unique, affacturage, achat à escompte, prêts bancaires et lettres de crédit)
- 🌿 Cautionnement et contre garanties
  - 🌿 Assurance -risques politique (l'expropriation, l'inconvertibilité de devises, embargos, la guerre et la guerre civile)
  - 🌿 Le non-respect des obligations souveraines et sous souveraines
  - 🌿 La violence à caractère politique, le terrorisme, et le sabotage

## Etats membres

 Le Benin, Le Burundi, La cote D'Ivoire, La RDC, L'Ethiopie, Le Kenya, Le Madagascar, Le Malawi, Le Rwanda, Le Sud Soudan, La Tanzanie, L'Ouganda, La Zambie, Le Zimbabwe

# L'implication de ATI dans le secteur énergétique

-  ATI développe une expertise spécifique à l'énergie, grâce à l'assistance technique de la BEI
-  Une coopération active avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)
-  Une coopération active avec la REPP (Plateforme des énergies renouvelables)
-  Un partenaire de Power Africa
-  Un important « Pipeline »
-  Le dispositif de Garanties d'énergie pour l'Afrique (AEGF), fondé en 2017 (BEI, Munich Re et ATI)

 RLSF fondé en 2017, avec le soutien de KfW



# RLSF : Introduction



# Une vue d'ensemble

## Le gouvernement

L'acheteur national d'électricité- Le PIE- La banque- ATI- La réassurance  
- AAE- La LC- Un élément cash-

Différents accords

Un élément cash de la KfW

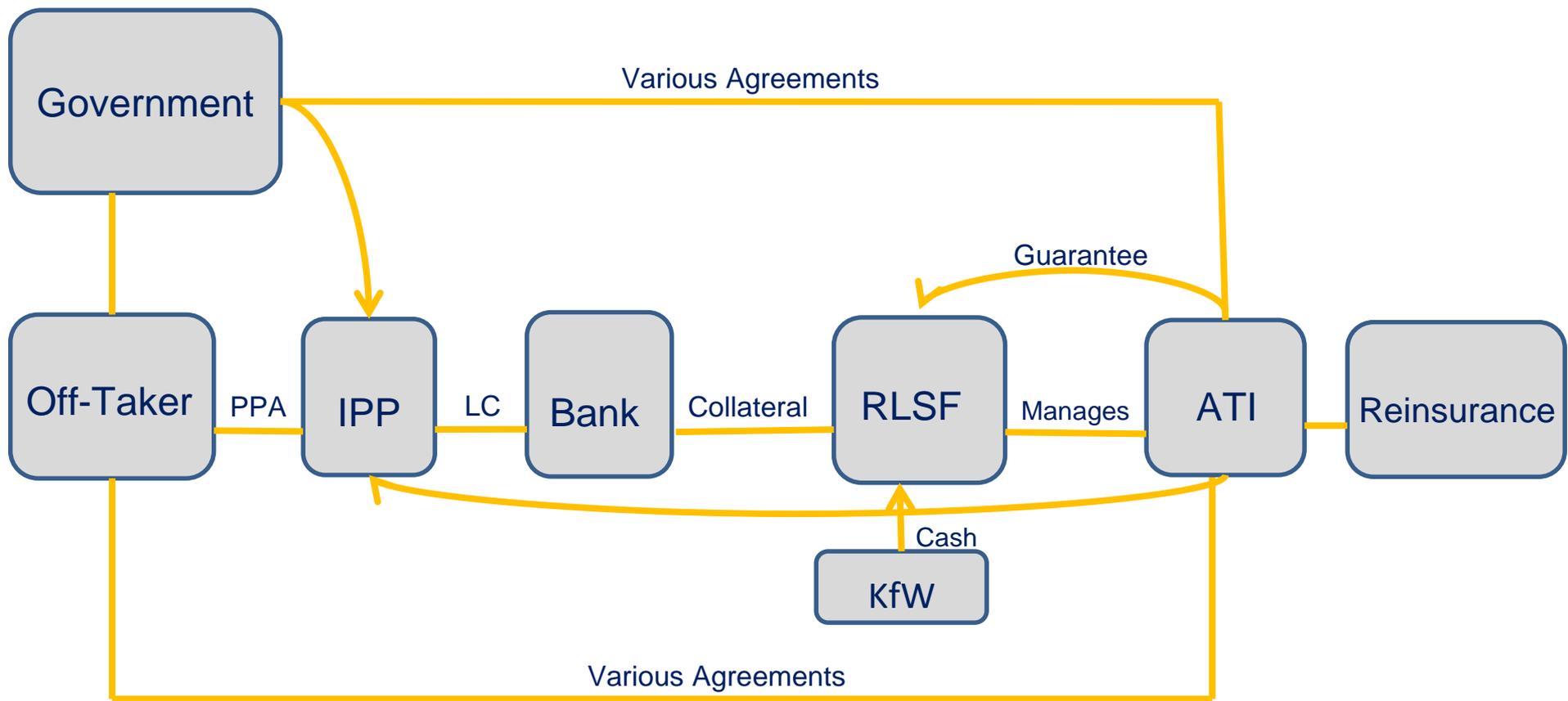
La garantie

## Le problème

Outre la garantie typique du gouvernement hôte, le PIE doit démontrer et rassurer ses créanciers qu'elle dispose de liquidité nécessaire pour soutenir les obligations de paiements de l'acheteur.

Les acheteurs rencontrent des difficultés à fournir des garanties requis par les bailleurs de fonds





# La réalité d'aujourd'hui

- 🌿 Les liquidités requis se font généralement sous forme de lettre de crédit sur demande émise par une banque réputée.
- 🌿 La banque exigera de garanties en espèces (jusqu'à 100%) de l'acheteur
- 🌿 La plupart d'acheteurs sont incapables ou ne veulent pas fournir cette garantie.
- 🌿 Résultat : Le projet est interrompu

# Quel est le risque?

 La plupart des PIE en Afrique subsaharienne vendent leur électricité à une entreprise du service public, généralement détenu par l'état qui :

- a) Ne détient aucun contrôle sur le prix l'électricité
- b) Qui est sous-capitalisé
- c) Est déficitaire
- d) A du mal à améliorer son infrastructure
- e) Est perçu comme solvable

 Dans la cadre de RLSF, le risque abordé est celui de retards de paiements de l'acheteur au-delà du délai prévu définit dans l'AAE.

- ❖ L'obligation d'effectuer un paiement sous l'AAE restera sous l'entité de l'acheteur (et le gouvernement hôte si garantie existe)

# Le Mécanisme

- 🌿 RLSF / ATI désignera une banque qui émettra (directement ou indirectement) toutes les LC propre à l'initiative du RLSF.
- 🌿 La lettre de crédit sera émise pour une durée convenue - allant jusqu'à 10 ans.
- 🌿 Les projets devront être des producteurs d'énergie renouvelable dans l'Afrique Subsaharienne et le comité de RLSF sélectionnera les projets qui seront approuvés

# La Banque LC

La banque qui émet la lettre de crédit est protégée par :

1. Une garantie en espèce de jusqu'à € 31.6
2. Une garantie à première demande de l'ACA du montant équivalent

🌿 Si l'un ou plusieurs lettres de crédits sont retirées, la banque se servira dans un premiers temps de la garantie en espèce jusqu'à son épuisement

🌿 La sélection de la Banque LC a été faite par le biais d'un processus d'appel d'offres compétitif.



## Critères clés

1. La volonté de participer au risque
2. La tarification de tous les éléments (les frais et les taux de la LC)



La banque sera reconnue par les bailleurs internationaux des producteurs indépendants d'énergie (PIE)



La demande de propositions a été émise en juillet



L'ACA est en train de négocier les contrats avec la banque sélectionnée

# Coût

Le coût de la PIE dépendra de:

- 🌿 La qualité de risqué, comme évalué par l'ACA
- 🌿 Le niveau du confort pour l'ACA, en termes de non opposition de la part du gouvernement hôte et de l'acheteur d'énergie
- 🌿 Les frais de traitement de la banque

# The Actors

- 🌿 La KfW, était l'initiateur du projet RLSF. La KfW est une banque publique détenue par la banque de développement allemande, et a bénéficié d'un financement du gouvernement allemand, pour financer et pour lancer l'initiative de RLSF.
- 🌿 L'ACA (l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique) est une agence multilatérale de crédit et assureur de risque politique, basée à Nairobi. Sa mission est de contribuer à l'accroissement des investissements et de faciliter les échanges commerciaux en Afrique, mais

plus particulièrement dans ses Etats membres (actuellement 14 membres). De plus, l'ACA a obtenu la note 'A' de S&P.



Implemented by  
**KFW**

&



**African Trade Insurance Agency**  
Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique



# Pays

 Les pays membre de l'ACA sont : le Benin, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, l'Ethiopie, le Kenya, le Madagascar, le Malawi, le Rwanda, le Sud-Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

 L'ACA a déjà commencé la négociation en directe avec ses pays membres et décidera lesquels seraient intéressés à utiliser cette facilité, et lesquels elle pourrait soutenir.

 Les pays non-membres qui sont disposés à prendre des engagements envers le projet peuvent également qualifier.

# Rôle des Gouvernements

- 🌿 L'ACA bénéficie d'un statut de créancier privilégié et son recours reste avec le Ministère des Finance de chaque pays
- 🌿 En effet, l'expérience a montré qu'il est également important de veiller à ce que toutes les entités publiques impliquées dans une transaction aient la connaissance du rôle de l'ACA et la soutenir
- 🌿 L'engagement du gouvernement peut varier d'une notification et de lettres de non opposition aux lettres du soutien et des protocoles d'entente
- 🌿 Pour RLSF, nous rechercherait de signer un protocole d'entente avec l'entreprise de service public, avec le ministère de l'Energie et avec le ministère des Finances

# Protocole d'entente

## 3 éléments clés:

- 🌿 Art.7: RLSF est protégé par le statut de créancier privilégié de l'ACA
- 🌿 Art. 8: Le gouvernement résoudra les problèmes découlant de RLSF
- 🌿 Art. 6: l'ACA peut recueillir des informations relatives aux paiements par l'acheteur d'énergie aux PIE, partager celles-ci avec les PIE et diffuser ces informations auprès du public.

# Outil de transparence

- Est-ce un risque de non-paiement dans le cadre d'un contrat d'achat d'énergie un risque réel ou bien un risque perçu ?
- Afin de renforcer la transparence ainsi qu'augmenter la confiance et la solvabilité de l'acheteur d'énergie, l'ACA élaborera une plateforme informatique, où les PIE peuvent enregistrer leurs expériences de paiement.
- Cette information sera recueillie et partagée parmi les PIE participants, et de temps en temps l'information sera rendue publique. Par conséquent, la confiance du trésorier sera accrue et avec le temps, les garanties de paiement tels que le RLSF seront inutiles

# Calendrier

- 🌿 L'appel d'offres, afin de sélectionner la banque LC a été émis en août.
- 🌿 3 banques potentielles ont manifesté leur intérêt et des négociations sont en cours afin de sélectionner le soumissionnaire retenu.
- 🌿 L'ACA entreprend des discussions avec les gouvernements intéressés et les acheteurs d'énergies, le premier Protocole d'entente a été finalisé.
- 🌿 Nous avons publié à un appel d'offres pour l'outil de transparence et deux offres ont été retenues.
- 🌿 RLSF pourrait recourir à un risque durant le premier trimestre de 2018

 Des discussions avec des PIE existants sont en cours et une enquête menée au mois d'octobre confirme le besoin d'un instrument comme RLSF

# Vos Questions



# Contact

**Jef Vincent**

Senior Advisor

[jef.vincent@ati-aca.org](mailto:jef.vincent@ati-aca.org)

DL: +254 719 014 244 | M: +254 718 925 346

Kenya Re Towers, 5th Floor Upperhill off Ragati Road

P.O. Box 10620, GPO 00100 Nairobi, Kenya

Office L: +254 20 272 6999 Office M: + 254 (0) 722 205 006/7

F: +254 20 271 9701

[www.ati-aca.org](http://www.ati-aca.org)



Implemented by  
**KFW**

&



**African Trade Insurance Agency**  
Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique